

**Auteur :** Danemark

**Commission :** Conseil de l'UE Europe for Peace

**Problématique :** Quelle convergence diplomatique et quels plans d'action européens dans les principaux conflits qui menacent la stabilité mondiale ?

Le Danemark est un pays membre de l'UE depuis 1973. Le royaume du Danemark est actuellement une monarchie parlementaire dont le chef d'État est le monarque Frederik X, arrivé au pouvoir le 14 janvier 2024. Le gouvernement est dirigé par la première ministre Mette Frederiksen, élue pour son deuxième mandat depuis le 1er novembre 2022, et qui est soutenue par une coalition centriste entre le parti de gauche, la Social-Démocratie (dont Frederiksen est la présidente depuis le 28 juin 2015), le parti VENSTRE (Parti libéral de centre-droite affilié à la ADLE) et le parti Modéré (de centre-gauche). Même s'ils ne disposent pas à eux seuls la majorité parlementaire, ils se servent du soutien sans participation de trois autres partis pour l'obtenir dans la pratique.

Dans l'actualité, les conflits ouverts ou potentiels en Ukraine, en mer de Chine méridionale, entre Taïwan et la Chine et à Gaza sont les principaux points de tension qui pourraient menacer la sécurité collective mondiale et européenne. Ainsi, l'UE se positionne généralement en tant que l'un des acteurs majeurs face à ces conflits avec une vision qui coïncide avec les puissances occidentales (surtout les États-Unis d'Amérique), tout en prônant la stabilité, la sécurité des populations et la paix. Le Danemark s'est positionné historiquement en accord avec cette position européenne atlantiste et en faveur de la sécurité collective, mais veille à un degré d'autonomie des États dans ce domaine.

Premièrement, le Danemark s'est récemment positionné en faveur de la convergence diplomatique avec l'UE dans des conflits externes. Un référendum, organisé le 1er juin 2022 au sujet de l'intégration du Danemark à la politique de défense de l'UE a été approuvé par 67 % des votants nationaux. Ainsi, le Danemark est disposé à céder une part de sa souveraineté dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. Conséquemment, il cherche à renforcer et à participer aux interventions européennes, tant humanitaires que militaires, que définit la PESC et la PSDC, et se positionne en faveur d'une collaboration active avec l'UE en matière de défense. Cette volonté est montrée en sa participation aux programmes de la PESC pour la mobilité de troupes au sein de l'UE, et pour la défense contre des cyberattaques. Toutefois, le Danemark reste en faveur d'une certaine autonomie des États de l'UE, qui restent souverains en cas d'éventuelles interventions armées dans des conflits, voire dans leur politique humanitaire. Ainsi le Danemark a rétabli de son propre chef son aide humanitaire à la Palestine le 11 décembre 2023 et a envoyé 15 paquets d'aide (le dernier d'une valeur de 228 millions) depuis février 2022. De plus, il s'est aussi positionné en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire à Gaza face à l'escalade des violences menées par Israël, qu'il a aussi condamnées. De plus, le Danemark a voté en faveur du versement d'une aide économique de 50 milliards d'euro de l'UE à l'Ukraine. Le Danemark est aussi membre de la IEI, une union de 13 pays de l'OTAN et/ou de l'UE, visant à l'amélioration des capacités militaires de ses membres par le partage d'informations et de scénarios d'intervention, voire à des missions d'intervention où chaque État déciderait ou non de participer. Ceci démontre une position conciliante du Danemark en ce qui concerne sa défense, qu'il délègue principalement à l'OTAN ou à l'UE, mais participe aussi dans d'autres organisations. Ainsi, il participe dans de nombreux programmes des deux organisations tels que l'ADE (Agence Européenne de Défense) qui vise à favoriser la coopération en matière de défense entre les États membres de l'UE, et collabore avec l'OTAN et des pays tiers européens. Il prône aussi l'aide humanitaire et économique, tout comme le multilatéralisme. Au niveau du conflit en mer de Chine, le Danemark s'est aligné avec la position des EUA et l'UE qui reconnaissent le gouvernement de Pékin mais entretiennent aussi des relations *de facto* avec Taïwan tout en veillant à sa souveraineté. Finalement, même si le Danemark se positionne en la même façon que le bloc occidental et

notamment l'UE, il est davantage opposé à la création d'une armée européenne commune à tous les États puisque, en tant que petit pays, géopolitiquement, il pourrait se voir forcé à collaborer à des initiatives voulues par les principaux pays de l'union, comme la France, l'Allemagne ou l'Italie.

Ainsi, le Danemark se présente en tant que pays qui s'aligne avec les intérêts de l'UE et de l'OTAN, tout en prônant la stabilisation des conflits mondiaux par des interventions extérieures indirectes principalement sous forme d'aides économiques et humanitaires, et éventuellement, mais en dernier lieu, militaires. Par conséquent, nous proposons en premier lieu une augmentation du taux de versement de chaque État membre au fonds pour l'aide humanitaire de l'UE. Doubler le financement du crédit d'engagement serait le minimum à atteindre, soit doubler ce budget, des actuels 1,8 milliard à 3,6 milliards d'euros. Ce fonds serait employé pour un financement croissant d'aide humanitaire dans les régions affectées par des conflits afin de les stabiliser, ainsi que pour le financement d'aides militaires additionnelles, comme en Ukraine. Toutefois, nous nous opposerons à toute proposition de création d'une armée européenne pour des interventions militaires directes de l'UE dans tout conflit, afin que nos citoyens ne soient pas mis en danger par la volonté des grands États de l'UE. Nous viserons aussi à réaffirmer la PESC et la PSDC pour le maintien de la paix avec le soutien à la création de la force de CPR (Capacité de Défense Rapide) dans laquelle chaque État resterait souverain quant à la décision d'envoyer ou non ses troupes lors d'un conflit. Cette proposition serait élargie à un projet de collaboration UE-OTAN dans le cadre de la PESC visant à ce que la CPR dispose d'une circulation facilitée entre les États membres et prévoyant la création d'une subdivision pour la cyberdéfense, enjeu stratégique devenu majeur.

Le Danemark insistera donc sur sa position par laquelle il participera à certaines actions collectives des États membres de l'UE, tout en laissant la possibilité à chaque État membre de pouvoir ou non s'engager, en particulier en cas d'intervention armée. Ceci coïncide avec la position européiste du Danemark adoptée par Frederiksen et son gouvernement de gauche, tout en prônant nos valeurs en contre de l'interventionnisme armé dans les principaux conflits mondiaux.